La crise financière et la social-démocratie : La contribution de la Commission de l'Internationale socialiste sur les questions financières mondiales

*The Financial Crisis and Social Democracy: The Contribution of the Socialist
International Commission on Global Financial Issues*

André Donneur

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2257>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.2257](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2257)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

André Donneur, « La crise financière et la social-démocratie :
La contribution de la Commission de l'Internationale socialiste sur les questions financières
mondiales », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 49 | 2014, mis en ligne le 01 mai 2014,
consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2257>
; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2257>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la
Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La crise financière et la social-démocratie :

La contribution de la Commission de l'Internationale socialiste sur les questions financières mondiales

The Financial Crisis and Social Democracy: The Contribution of the Socialist International Commission on Global Financial Issues

André Donneur

- 1 Dans une économie globale secouée par la crise financière et pour laquelle on cherche toujours des solutions de gouvernance globale, il est important d'examiner des propositions avancées par divers organismes. En effet, à côté des organisations intergouvernementales bien connues comme le FMI (Fonds monétaire international) ou le G20, des suggestions ont été avancées entre 2008 et 2012 notamment par la social-démocratie internationale. Il y a quatre principes de base à la réponse social-démocrate : 1) principe de justice 2) principe de solidarité sociale, qui doit être transnationale et non aux dépens du monde en développement, 3) principe d'équilibre entre gouvernement et marché, et 4) principe de démocratie, car le processus doit être démocratique et transparent. Les suggestions et les réponses restent pertinentes aujourd'hui. Dans ce texte, nous proposons d'examiner ce que l'Internationale socialiste (IS) a proposé et son utilité possible.
- 2 L'IS s'est préoccupée de la situation financière très tôt. Quand la crise financière a éclaté en 2008, elle n'a donc pas été surprise. Elle avait, en effet, critiqué à plusieurs reprises le laisser-faire et dénoncé l'inexistence de politiques régulatrices des marchés financiers ou leur inadéquation. C'est le Présidium de l'IS, réuni le 26 septembre 2008 à New York, sous la présidence de Georges Papandreou, qui décida de la création d'une Commission de l'Internationale socialiste sur les questions financières. Il lui donna pour mandat de présenter des propositions qui réaffirmeraient « le rôle des politiques

progressistes dans la construction d'une économie juste et viable et humaine pour tous les citoyens du monde ».

Un programme immédiat d'urgence

- 3 La première réunion de la commission se tint dès le 3 novembre 2008 à Vienne. Cinq suggestions concrètes sont proposées pour aider les personnes touchées par la crise :
 - « Création d'un Fonds de protection sociale » pour aider les pays en développement sans régime de protection sociale adéquat.
 - « Création d'un Fonds de développement pour les petites entreprises », sources majeures d'emploi, pour leur faciliter le crédit.
 - « Création d'un Fonds pour le financement d'infrastructures », pour stimuler l'économie à court terme et répondre aux besoins à long terme (contre le réchauffement de la planète, économie de l'information, parcs technologiques, petites compagnies d'électricité, routes, etc.).
 - Établissement urgent et immédiat par le FMI d'une ligne de crédits pour celles des économies émergentes et en développement qui ont une crise de liquidités, causée par la crise financière systémique.
 - Nouvelle gouvernance financière internationale avec des structures, plus représentatives du poids des pays disposant de nouvelles liquidités et facilités de crédits, inadéquatement représentées au FMI et à la Banque mondiale et en associant à cette gouvernance des organisations comme le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et l'OIT (Organisation internationale du travail). Objectif : aboutir à une organisation financière internationale assurant la transparence des transactions.
- 4 Il s'agit d'un programme immédiat, mais tout de même ambitieux, inspiré largement des idées de Joseph Stiglitz, mais tenant compte aussi des considérations apportées par d'autres membres de la commission comme le représentant du parti social-démocrate finlandais (Eero Heinäluoma, président de son parlement), du parti socialiste belge, du parti social-démocrate allemand, du parti social-démocrate autrichien (le chancelier qui recevait la commission), de son affilié en Russie (Russie Juste, Aksakov, membre du Bureau de sa Banque centrale) et d'affiliés de pays du Sud : du Maroc, du Mexique (Cardenas), du Chili (la ministre socialiste des finances), du Pakistan, notamment. Cette commission avait une composition très diversifiée avec une caractéristique commune : tous et toutes avaient une expérience concrète des finances publiques et de leur gestion de crise.
- 5 Il faut noter que peu après la constitution de cette commission, Joseph Stiglitz fut appelé, en octobre 2008, par l'Assemblée générale des Nations Unies à présider une autre commission d'experts fort diversifiés puisque ils provenaient de la Russie, de l'Égypte, de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'ONU elle-même, de la Tanzanie, de la Colombie, de l'Équateur, de l'Inde, de la Barbade, du Brésil, du Japon, du Nigeria, de l'Allemagne, de la Chine, de la Malaisie, de la Belgique et de l'Algérie. Ils y étaient tous là à titre personnel par leurs expériences diversifiées en matières financières dans les instances internationales, gouvernementales, universitaires et même privées du domaine. Ayant commencé ses travaux en janvier 2009, cette commission devait remettre son rapport en juin 2009.¹ La Commission s'est réunie à New York le 31 mars 2009 pour poursuivre ses travaux et pour apporter une réponse à la crise financière. Introduite par son président, Joseph Stiglitz, la discussion porta sur

l'inadéquation et les défauts du système économique qui ont provoqué une plus grande inégalité et la crise dans le monde. Un message était envoyé au G-20 pour qu'il restructure, régule à nouveau et réforme le système financier mondial. De plus, la Commission demandait de nouveaux critères de gestion des activités financières, de nouveaux critères obligatoires de transparence, la suppression des paradis fiscaux, la création d'une nouvelle organisation internationale : l'Organisation financière internationale, qui aurait pour tâche d'établir des standards globaux et de les mettre en œuvre. Pour la Commission, le cadre du G20 est un pas en avant, mais la solution de la crise pour l'ensemble de la communauté internationale doit y faire participer les autres États.²

- 6 Il n'est pas question d'examiner toutes les recommandations du Rapport Stiglitz aux Nations Unies³. Notons cependant que ce qui s'esquissait déjà dans les travaux de la Commission socialiste s'y retrouve. Une recommandation centrale et plus ambitieuse est la constitution d'un Conseil de coordination économique mondial. Mais dans un premier temps et immédiatement, le rapport recommande de constituer un Groupe international d'experts. Le Groupe d'experts, composé de spécialistes des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), des pays émergents et des pays en développement, aurait pour tâche « d'étudier et de surveiller les risques systémiques à court et à long terme dans l'économie mondiale », ainsi que d'identifier ses « ses lacunes et ses déficiences », notamment celles de sa gouvernance⁴.
- 7 Ce qui importe surtout, c'est la création du Conseil de coordination économique mondial, qui aurait le même rang que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Il devrait avoir « un rôle dirigeant dans le règlement des problèmes économiques » qui irait « au-delà de la simple coordination » des organisations économiques internationales. Ce Conseil, élu d'une manière que « tous les continents et toutes les grandes économies soient représentés », devrait comprendre un nombre de membres assez peu nombreux pour « débattre et décider efficacement ». Avec l'aide du Groupe d'experts, il veillerait à ce que les organisations du système onusien en matière économique, sociale et environnementale englobant le FMI, la Banque mondiale et l'OMC qui y serait intégré « officiellement » accomplissent leurs tâches adéquatement. Bien entendu, l'OIT et le secrétariat de l'ONU seraient mis aussi à contribution⁵. Une réforme importante que préconisait le rapport était de changer les quotes-parts et d'« éliminer tout pouvoir de veto de fait sur les amendements aux statuts » du FMI⁶.
- 8 Cette réforme vise les États-Unis qui avec 16,79 pour cent détiennent un droit de veto, puisqu'il faut 85 pour cent des droits de vote et 60 pour cent des membres pour amender les statuts. Cette grande préoccupation du Rapport Stiglitz – le meilleur équilibre de la représentation dans les instances internationales et leur efficacité – se rencontre aussi à l'égard du Conseil de stabilité financière et de la Banque des règlements internationaux de Bâle. Et cela pour éviter que les cadres réglementaires soient « discriminatoires envers les pays en développement » comme l'ont été ceux de Bâle I et Bâle II⁷. Puisque l'Accord général sur les marchés financiers internationaux a stimulé la libéralisation des marchés financiers touchant au commerce, « sans qu'on ait prêté assez d'attention à ses conséquences pour la croissance et la stabilité », il faut établir maintenant un « régime fort de réglementation des marchés financiers »⁸. Le rapport préconisait aussi la création d'une monnaie de réserve supranationale reprenant une idée développée par Keynes dès 1930 et allant au-delà des droits de tirage⁹, un pacte fiscal international¹⁰ et une taxe sur les transactions financières.

- 9 L'Internationale socialiste réunissait en septembre 2009 sa Commission sur les questions financières mondiales à l'Université Columbia. Elle constatait que, même si les indicateurs financiers étaient un peu meilleurs, le niveau du chômage restait inacceptable et tendait à augmenter. La croissance n'était que de 1 pour cent, ce qui n'était pas suffisant pour être rassurant. Il fallait donc continuer à prendre des mesures pour combattre la crise. La sortie de crise ne devrait pas se faire en adoptant des mesures concernant le secteur financier et fiscales au détriment des politiques sociales. Le chômage européen était particulièrement préoccupant. La croissance prévue de 1 % en 2010 et 2011 ne serait pas suffisante pour relancer l'économie et pour résorber le chômage élevé et retrouver un niveau d'emploi d'avant la crise, cela prendrait de quatre à cinq ans. La Commission de l'Internationale socialiste avait examiné en détail le *Pacte global pour l'emploi* de l'OIT, qui voulait corriger les déséquilibres d'avant la crise. Ces mesures devaient être vigoureuses. Il s'agissait de rétablir l'équilibre entre l'État, la société, l'individu et le marché¹¹.
- 10 Ce rapport de la Commission que nous avons résumé était soumis le 23 septembre au présidium de l'Internationale réuni au siège des Nations Unies, qui émit une substantielle déclaration en rapport avec le Sommet de Pittsburgh du G20 sur la crise financière mondiale. C'est une étape importante, mais non finale des résultats des travaux de la commission. Soulignons-en quelques points cruciaux :
1. Le fait que la situation est moins dramatique ne signifie pas que le monde va retourner à une forte croissance et que les causes fondamentales de la crise soient résolues. L'abolition de programmes de stimulation mettra en péril le retour à une croissance solide. Il est important que les gouvernements n'aient pas « le fétichisme du déficit », mais que l'argent soit bien dépensé dans des investissements créateurs. Même lorsque la croissance aura repris, le chômage (ouvert et déguisé) persistera et il faut aider les « victimes innocentes » de la crise, y compris les petites entreprises.
 2. Après que la croissance financée par la dette américaine a été cassée, il y a eu une déficience de la demande globale qui provient de la croissance des inégalités dans la plupart des pays et l'accumulation de réserves dans certains pays en développement. Il faut un système de réserve globale et un nouveau système de crédit qui n'impose pas des mesures contreproductives. En outre, il ne faut pas que des mesures protectionnistes discriminent contre les pays en développement.
 3. « Prévention de crise et restructuration de l'économie » dans les pays industriels avancés en termes d'avantages comparatifs et de technologie. Le système bancaire et le système financier en général, qui sont devenus trop concentrés et une fin en elle-même et non un moyen, doivent être réorganisés pour procurer du capital, notamment aux petites et moyennes entreprises et gérer les risques. Il faut une coopération et chaque pays devrait avoir une commission de sécurité financière. Les pratiques anti-compétitives du système financier pour extraire des rentes sur les mécanismes de paiement électroniques doivent être interdites et il faut un système de paiement électronique moderne. Le secret bancaire sur les transactions qui favorise corruption et évasion fiscale doit être éliminé.
 4. Les gouvernements qui réduisent leur déficit en coupant dans leurs dépenses ne doivent pas le faire au détriment des services aux démunis et des investissements fondamentaux en infrastructure, éducation et technologie. Il faut augmenter la progressivité de l'impôt.
 5. En ce qui concerne la gouvernance globale, la préoccupation est d'avoir des institutions économiques où les pays en développement aient leur mot à dire au même titre que les autres. En conclusion, le Présidium réaffirme l'importance d'appliquer les principes de justice sociale et de sécurité tant à l'intérieur de chaque pays que globalement¹².

- 11 C'est dans le même esprit qu'il faut considérer la « Déclaration sur l'économie mondiale et la réforme financière » qu'adoptait l'Internationale lors d'une réunion de son Conseil à New York les 21 et 22 juin 2010. C'est un message envoyé à la réunion du G20 de Toronto (26-27 juin) pour une coordination de stratégies incitatives de sortie de crise et pour qu'« on s'attelle aux déséquilibres de l'économie mondiale ».
- 12 Réunie à Poros en Grèce, où Gorges Papandréou l'accueillait, la Commission de l'IS sur les questions financières constatait le 12 juillet 2010 sa déception sur « l'incapacité » du G20 d'arriver à une stratégie unifiée à son Sommet de Toronto. En plus de ses membres, la Commission avait invité les économistes James Galbraith et Richard Parker et l'analyste politique Peter Kellner. La Commission réitérait son appel de New York de juin 2010 « en faveur de solutions multilatérales » à une crise qui est mondiale.
- 13 « Trois mécanismes pour renforcer la demande » furent alors suggérés :
1. une redistribution des revenus par des moyens tels que des taxes bancaires ou l'augmentation de l'impôt sur le revenu touchant les riches ;
 2. un système mondial de réserves qui pourrait distribuer de l'argent aux pays en développement ;
 3. la création de nouvelles institutions financières qui pourraient créer de nouveaux mécanismes de crédit.
- 14 Cette stimulation de la demande est faite dans la perspective que « 50 % du produit mondial brut (PMB) est déjà généré par les économies émergentes »¹³. La Commission est contre « la vague de mesures d'austérité proposée par les gouvernements d'Europe », parce que ces mesures ne mènent pas à une sortie de crise, mais à un accroissement du chômage et à une diminution des recettes du gouvernement. La Commission réitère le rôle de la social-démocratie dans la défense des valeurs humaines fondamentales dans le contexte d'austérité, « l'importance de la démocratie, de la solidarité et des institutions fortes », les valeurs sociales d'un développement humain et économique durable. La Commission réitère encore sa volonté d'une gouvernance mondiale avec une taxe sur les transactions financières pour garantir une sécurité sociale adéquate.¹⁴ Mais le Conseil de l'Internationale réunit à Paris les 15 et 16 novembre 2010 devait constater que le récent Sommet du G20 à Séoul n'avait pas résolu le problème et n'était surtout pas arrivé à un accord pour promouvoir la croissance et réformer l'architecture financière.
- 15 En 2011, la crise ne cessait pas et, lorsque le Conseil se réunissait à Athènes les 1er et 2 juillet 2011, la Grèce elle-même était aux prises avec une très sérieuse crise financière, dont était aussi victime son parti hôte, le PASOK, et le président de l'Internationale. La Grèce avait souffert des conséquences de la dérégulation des marchés financiers et de la spéculation : ce n'était pas un simple phénomène grec. Georges Papandréou soulignait que la Grèce parce que membre de l'Eurozone devait emprunter à des taux élevés, puisque que l'Eurozone avait une monnaie commune, mais ne possédait pas une politique économique commune : des instruments financiers comme une union fiscale commune. Avant les élections, en 2009, le gouvernement conservateur avait déclaré que le déficit par rapport au PIB n'était que de 4 %, alors qu'il était en réalité de 16 % et avait en cinq ans doublés la dette.¹⁵

Face à la persistance de la crise : le plan d'action progressiste de janvier 2012

- 16 Le Conseil de l'Internationale, réuni au Costa Rica les 23 et 24 janvier 2012, après avoir constaté que depuis la crise financière, les problèmes économiques se sont accentués avec une baisse de la croissance mondiale (5,2 % en 2010, 3,8 % en 2011), dénonçait les conséquences nocives comme le chômage (principalement les femmes et les jeunes). S'inspirant des travaux de la Commission, le Conseil trace les « priorités d'un plan d'action progressiste ». Il s'agit de :
 - Reconcevoir les institutions financières multilatérales pour améliorer « la prévention et la résolution » des crises.
 - Réguler le secteur financier pour éviter les attaques spéculatives.
 - Créer « de nouveaux instruments pour le développement et la croissance durable ».
 - Remédier à la crise de la zone euro au-delà de l'austérité.
 - Augmenter la compétitivité tout en maintenant et en renforçant les acquis sociaux.
 - Investir dans la croissance verte, en créant ainsi des emplois dans l'économie réelle.¹⁶
- 17 Le président de la Commission, Joseph Stiglitz devait exprimer à nouveau en 2012 – il l'avait fait auparavant – plus radicalement ses idées personnelles dans un ouvrage intitulé *Le prix de l'inégalité* notamment contre les mesures d'austérité.¹⁷
- 18 Le 4 avril 2012, la Commission de l'Internationale sur les questions financières se réunit à New York au siège des Nations Unies. Rétablir les faits ne suffit pas. Il faut « redéfinir l'économie » : les progressistes doivent devancer les événements et proposer des solutions. La crise a montré que partout au monde, tant dans le monde développé que dans celui en développement, les gens recherchent « la même qualité de vie fondamentale » et « les mêmes niveaux de protection sociale, de soins de santé, de sécurité de l'emploi, d'éducation et de retraites ». C'est une idée fausse que la maximisation de profits aux dépens de la main d'œuvre soit une condition préalable à la croissance. Partout où l'austérité a été appliquée (le FMI lui-même l'a reconnu) « elle a échoué à apporter la croissance » et résoudre les problèmes du monde développé. L'exemple type est le Royaume-Uni, où la relance stagne. D'autre part, il y a une prise de conscience que le PIB n'est pas un instrument suffisant de l'état de l'économie : le mouvement progressiste doit se concentrer sur « une croissance bénéfique pour toute la société »¹⁸.
- 19 La Commission a discuté un plan d'action qui garantisse que « les réponses sociales-démocratiques à la crise soient entendues et mises en œuvre ». La domination des conservateurs néolibéraux sur les gouvernements du monde développé rend la période difficile « pour les progressistes pour faire avancer cet agenda ». Par exemple, récemment, il n'y avait que trois premiers ministres sociaux-démocrates aux Sommets de l'Union européenne, dominés par ceux qui veulent réduire les investissements et les dépenses gouvernementales « à tout prix ». Une réfutation de la réduction de la protection sociale est les pays qui suivent le modèle nordique. C'est ainsi que la taxe solidaire en Finlande a permis à ce pays de maintenir sa protection sociale tout en consolidant son budget. Partout, cette réfutation doit être faite.
- 20 Le Congrès de l'Internationale du Cap du 30 août au 1er septembre 2012 adopta une résolution intitulée « Pour une économie avec des emplois, la croissance et la protection sociale : la réponse sociale-démocrate à la crise financière ». Après des

considérations sur la faible croissance économique mondiale, sur les problèmes économiques des plus compliqués de l'Afrique (« sécurité alimentaire, soins de santé de base, éducation, manque massif d'accès à l'irrigation, à l'eau courante dans les logements et aux moyens de subsistance de base »), la croissance quasi nulle et l'augmentation du chômage en Europe, la faible croissance de 2 % aux États-Unis et le ralentissement de la croissance au Brésil, en Chine et en Inde et appelé le diagnostic de la Commission sur l'inégalité croissante entre et au sein de nombreux pays, le Congrès adopte les « priorités pour le mouvement progressiste ». Elles sont : une politique fiscale progressiste ; la nécessité d'un changement de paradigme favorisant « une nouvelle culture de solidarité » économique, politique et sociale ; le renforcement de la régulation pour un système financier transparent ; et, une nouvelle architecture financière mondiale garantissant la stabilité et la gestion des risques.¹⁹ Cette perspective a été réitérée lors de son Conseil de Cascais au Portugal les 2 et 5 février 2013.

Des propositions qui vont dans le sens d'économistes de renom

- 21 Les propositions de la Commission de l'Internationale socialiste et plus généralement de celle-ci sur les questions financières et économiques peuvent paraître utopiques. Cependant, elles ne le sont pas. Elles s'inscrivent dans une perspective néokeynésienne, d'un keynésianisme d'un type nouveau à perspective internationaliste dont on retrouve l'inspiration dans les écrits et les actes de Keynes lui-même²⁰. Plusieurs économistes de renom, à part ceux cités déjà dans les travaux de la commission, comme Armatya Sen et Paul Krugman²¹ ont souligné que l'austérité ne pourrait pas sortir l'économie mondiale de la crise. Sen remarque que l'endettement aux États-Unis a pu être réduit seulement lorsque la croissance était forte après la Deuxième Guerre mondiale ou sous la présidence de Bill Clinton. En ce qui concerne l'euro, il faut mettre fin à l'évasion fiscale en Grèce sans instaurer l'austérité ; plus généralement, la Grèce et le Portugal font face à un euro surévalué pour eux, alors que l'Allemagne profite d'un euro sous-évalué quant à elle. Pour lui, il n'est pas possible qu'une monnaie unique soit un préalable à une union politique ; cela rend l'union politique plus difficile à vendre.²²
- 22 Le programme social-démocrate international est somme toute modéré. Il propose des correctifs au système financier et économique mondial, dont certains ont commencé partiellement à être mis en œuvre. Le mérite est d'insister clairement que ce n'est pas par l'austérité et des mesures déflationnistes qu'on résoudra les problèmes, mais par une meilleure répartition, par la solidarité, par la transparence, par une aide pragmatique et l'instauration progressive d'une nouvelle architecture financière mondiale. C'est en négociant et en mobilisant les forces aussi bien non étatiques que des États que ces mesures pourront à long terme être appliquées. Toute organisation internationale et forum qui cherche à bâtir cette nouvelle architecture a une grande utilité. Après tout, les partis de l'IS sont au pouvoir ou le partagent dans 51 pays et compte 98 partis affiliés. Ils peuvent jouer un rôle non négligeable dans les négociations et discussions en cours entre États et organisations internationales.
- 23 Des études récentes sont venues renforcer la constatation que le contrôle bancaire avait été trop faible et que les mesures d'austérité n'étaient pas la bonne solution. En ce qui a trait au contrôle bancaire, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, créé en 1975

par les gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés (vingt-sept aujourd'hui) a adopté en 1988 et en 2004 des accords (Bâle I et Bâle II) qui prescrivaient aux banques un minimum de « fonds propres » pour faire face au non-remboursement de créances. Une des faiblesses de l'accord de Bâle II, relevé par John Eatwell de l'Université de Cambridge (Queen's College), était le recours à l'autocontrôle. En fait, les banques ont évalué leurs titres aux prix de marché (en adoptant les normes comptables de « juste valeur », émises par l'International Accounting Standards Board : Bureau international des normes comptables, soit les normes du marché) et ont ainsi accru leurs prises de risque. L'accord Bâle III de décembre 2010 a imposé aux banques des ressources de « liquidités » disponibles immédiatement et d'avoir un ratio de solvabilité de 7. L'Autorité bancaire européenne a été plus loin et prévoit que les banques devraient avoir des liquidités disponibles de 9 %.²³

- 24 En ce qui concerne les mesures d'austérité, après avoir sauvé les banques en 2008 et ainsi amorcé la reprise économique, les membres du G7 par le truchement de leurs ministres des finances réunis à Iqaluit en février 2010²⁴ considérèrent que leur grand défi avait changé. L'économie était en train de rebondir et n'avait plus besoin de stimulus. Au contraire, il fallait craindre l'inflation et la surchauffe. Donc, au lieu de continuer à stimuler l'économie, les sept ont décidé de se préoccuper d'un autre problème : la question de l'équilibre des finances publiques. Comme le montre une étude du FMI²⁵, l'économie des pays développés pris globalement, après une reprise en 2009, s'est remise à décroître en 2010. Les économies les plus vulnérables ont en pâti faute de stimulus. La crise grecque fut un choc – comme nous l'avons déjà noté – y compris pour le gouvernement social-démocrate qui venait de prendre le pouvoir en 2009 et avait trouvé une situation de déficit (4 fois plus) et de dette pire que le gouvernement conservateur avait annoncée, celui-ci ayant manipulé les chiffres. La dette grecque avait dépassé les 90 % du PIB. C'est alors que fut publiée une communication de Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff. Ces deux économistes de Harvard avaient écrit un livre très intéressant et documenté sur les dettes étatiques à travers une très longue période²⁶. Mais malheureusement, c'est leur communication : « Growth in a Time of Debt » qui a eu un grand retentissement. Ils affirmaient péremptoirement qu'une économie déraile si la dette dépasse 90 % du PIB. Ce chiffre devint magique. Paul Ryan, président du Comité financier de la Chambre des représentants utilisera la communication. Elle fut citée abondamment, notamment par le Wall Street Journal et le Washington Post. Il devait s'avérer qu'une erreur de calcul, révélée en avril 2013, remettait en cause les 90 %. Même si les travaux de Baum, Chedenito-Westpha et Rether pour la Banque des règlements internationaux portant sur la zone euro estiment que si le ratio d'endettement dépasse le seuil critique de 80 %, la situation devient grave²⁷, c'est précisément de se référer seulement à la zone euro dans un passé très récent que se situe l'erreur.

- 25 Dès janvier 2013, le FMI avait reconnu que les mesures d'austérité étaient trop rigoureuses²⁸. Pourquoi ? Comme le montre Paul Krugman, ce n'est pas tant le taux d'endettement qui est en cause, que les instruments dont disposent les gouvernements. Dans le cas d'une union monétaire comme la zone euro de l'Union européenne, c'est le rôle de la Banque centrale européenne et d'une manière générale celui des institutions européennes qui l'est. Comme les États ne peuvent dévaluer, seuls les dirigeants de l'Union tiennent les fils d'intervention. Il y aurait beaucoup à dire sur la cohérence du

système très complexe de prise de décision de l'Union, d'autant plus que ce sont aux autorités nationales d'appliquer ces mesures.

- 26 Ce qui fut surtout dommageable dans l'Union, c'est la communication d' Alberto Alesina et Silvia Ardagna, intitulée « Large Charges in Fiscal Policy : Taxes Versus Spending » (2009). Comme le relate Marc Blyth²⁹, Ardegna et Alesina attaquent l'idée keynésienne que diminuer les dépenses dans une économie faible produit plus de faiblesse. Au contraire, des coupures dans les dépenses publiques seraient suivies d'une expansion, parce que l'austérité fiscale donnerait confiance au secteur privé. En avril 2010, Alesina et Ardegna présentent leurs idées lors d'une session spéciale du Conseil européen des ministres de l'Économie et des Finances. Leur analyse est endossée par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. C'est ainsi que Jean-Claude Trichet, son directeur, déclare en juillet 2010 :

En ce qui a trait à l'économie, l'idée que des mesures d'austérité peuvent engendrer la stagnation est fausse... En fait, dans de telles circonstances, tout ce qui aide à augmenter la confiance des ménages, firmes et investisseurs dans la solidité des finances est bon pour la croissance et la création d'emplois³⁰.

- 27 Comme l'écrit Paul Krugman, c'est un réflexe de moralité qui a joué dans la question grecque et en général concernant les pays européens endettés visés par les instances européennes, mais non une politique économique conséquente. À partir de l'été 2010, l'orthodoxie de l'austérité domine comme réponse à la crise financière. C'est aussi l'avis de Neil Irwin. La reprise qui s'amorçait se heurta aux mesures d'austérité. Celles-ci furent, comme on le sait, particulièrement dures pour la Grèce : 15 % du PIB, mais aussi 6 % pour l'Irlande et le Portugal. Ajoutées à l'arrêt des stimuli - demi-mesures d'Obama par exemple -, ces politiques d'austérité n'ont fait que plonger les pays dans la crise et n'ont pas amené une reprise de la confiance. S'y ajoute pour l'Union européenne, un sérieux mal fonctionnement du système institutionnel. Mais plus fondamentalement, cette politique d'austérité, comme le remarque Krugman, ces coupures des dépenses gouvernementales aggravent la dépression, coûtent cher aux salariés, mais donnent confiance aux détenteurs d'obligations et d'actions. Elles ont permis aux bourses de rebondir, mais au prix du chômage et à la stagnation du revenu médian.
- 28 Ainsi, les critiques et propositions de la social-démocratie trouvent un écho plus large. Mais elles impliquent aussi un processus de réformes à plus long terme des instances tant européennes que mondiales.

NOTES

1. Stiglitz, Joseph E. et al., (2010), *Le Rapport Stiglitz*, Arles, Babel, 290 pages, pp. 7-19.
2. Les rapports et documents cités sont disponibles à : www.socialistinternational.org
3. Pendant que le rapport Stiglitz était remis aux Nations Unies, le Conseil de l'Internationale se réunissait à Budva au Monténégro et c'est un membre de la Commission socialiste sur les questions financières internationales Eero Heinäluoma de Finlande qui faisait rapport.
4. Le modèle est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution de climat qui a abouti au Protocole de Montréal sur la couche d'ozone en 1987.

5. Stiglitz et al, *op. cit.*, pp. 200-203.
6. *Ibid.*, p.208-209.
7. *Ibid.*, p. 212-214.
8. *Ibid.*, p. 228.
9. *Ibid.*, p. 241.
10. *Ibid.*, p.166
11. www.socialistinternational.org/images/files/SG%20Report/24congress/CapeTown.pdf. OIT, *Pacte global pour l'emploi*, adopté 19 juin 2009.
12. www.Socialistinternational.org/images/dynamic/TheGlobalFinancialCrisisandthePittsburghSummit/.Statement by the Presidium of the Socialist International New York, 23 September 2009.
13. Ce pourcentage est quelque peu gonflé : en fait, d'après les données du conseil financier du FMI, on serait à moins de 40% (chiffre aimablement vérifié par David Dagenais, chercheur au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation), mais il y a bien progression régulière.
14. www.internationalesocialiste.org/viewArticle.cfm?ArticleID=2067.
15. Le gouvernement socialiste avait réduit le déficit de moitié en deux ans (36,6 milliards à 18,1 milliards d'euros), alors que l'Union européenne avait fait très peu et trop tard pour aider à résoudre la crise, au détriment du peuple grec. SG Report, The Cap Congress.
16. « La crise financière, les marchés et la démocratie.. ; Conseil de l'IS au Costa Rica, 23-24 janvier 2012. www.internationalesocialiste.org.cfm?ArticleID=2153..
17. Stiglitz, Joseph (2012) , *Le prix de l'inégalité*, Paris, Fayard.
18. Notons qu'une étude du Conference Board du Canada dont on ne peut soupçonner un préjugé favorable pour les progressistes, reposant sur 16 critères socio-économiques, montre que les six pays qui performant le mieux, parmi les 17 pays développés à ce point de vue (cote A), sont dans l'ordre le Danemark (premier ministre social-démocrate), la Norvège (premier ministre social-démocrate) la Suède, les Pays-Bas (coalition avec travaillistes), la Finlande (coalition avec sociaux-démocrates) et l'Autriche (chancelier social-démocrate).
19. 24^e Congrès de l'Internationale socialiste. Le Cap, 30 août-1^{er} sept 2012. Résolutions et Décisions. www.internationalesocialiste.org/print.cfm?ArticleID=2179
20. Dostaler, Gilles (1994-95), « Keynes et Bretton Woods », *Interventions économiques*, 26, pp. 53-78.
21. Krugman, Paul (2012), *Sortez-nous de cette crise!*, Paris, Flammarion.
22. Conférence inaugurale(2012), Graduate Institute of International Studies and Development. Genève, *Le Temps*, 3 octobre. Voir Sen, Amartya (2010), *L'idée de justice*, Paris, Flammarion.
23. Raveaud, Gilles (2012), « La privatisation des fonctions économiques régaliennes en Europe », dans B. Badie et D. Vidal (dir.) *La censure : l'état du monde 2013*, Paris, La Découverte, pp. 152-153.
24. Irwin, Neil (2013), *The Alchemists :Three Central Bankers and a World on Fire*, Penguin; Krugman, Paul (2013), « How the Case for Austerity Has Crumbled », *The New York Review of Books*, 6 juin, p. 68. (pp. 67-73).
25. IMF (2013), *World Economic Outlook*, Avril.
26. Reinhart, Carmen M. et Kenneth S. Rogoff (2009), *This Time is Different: Eight Centuries of Financial Fallacy*, Princeton University Press.
27. *Le Temps*, 24 juin 2013.
28. Blanchard, Olivier et Daniel Leight (2013)« Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers», *IMF Working Papers*, janvier.
29. Blyth, Mark (2013), *Austerity: The History of a Dangerous Idea*, Oxford University Press.
30. Cité par Paul Krugman, *op.cit.*, p. 68.

RÉSUMÉS

L'Internationale socialiste a confié à une Commission présidée par Joseph Stiglitz de proposer des solutions à la crise financière reposant sur quatre principes : justice, solidarité, équilibre entre gouvernement et marché, et démocratie. Celle-ci a immédiatement proposé un programme d'urgence. Elle a énoncé ensuite diverses propositions dont un plan d'action en 2012 pour réformer les institutions financières internationales, réguler le secteur financier pour contrer la spéculation, résoudre la crise de l'euro, augmenter la compétitivité et relancer la croissance tout en garantissant une sécurité sociale. Ce programme modéré va dans le sens d'économistes de renom comme, par exemple, Armatya Sen et Paul Krugman.

The Socialist International (social democrat) has created a Commission chaired by Joseph Stiglitz to propose solutions to the financial crisis based on four principles: justice, solidarity, balancing government and market, and democracy. This Commission has proposed an emergency plan. Thereafter, the Commission has made several suggestions, notably in relation to a progressive action plan in 2012 to reform international financial institutions, regulate the financial sector to counter speculation, increase competitiveness and growth, and to guaranty social security. This moderate program converge with the thinking of reknowned economists such as Amartya Sen and Paul Krugman.

INDEX

Mots-clés : crise, réformes, solidarité, transparence, équilibre, relance, croissance

Keywords : crisis, reforms, solidarity, transparency, equilibrium, relance, growth

AUTEUR

ANDRÉ DONNEUR

Professeur honoraire associé au Département politique de l'UQAM et chercheur associé au CEIM
donneur.andre@uqam.ca